Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des

informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 64 (1976)

Heft: 7-8

Artikel: Divorce

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-274562

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliothèque Publique et Universitaire de Envois non distribuables 1205 GENEVE à retourner à du Vélodrome 1205 Genève J.A. 1260 Nyon Juillet-Août 1976 N° 7-8

ATTENTION!

Ne signez pas le referendum contre le droit de filiation avant de connaître les éléments du problème

> Le 31 août, à Berne, l'ASF convoque une conférence de présidentes

Conférence mondiale de l'emploi: d'ici à l'an 2000 vaincre la pauvreté

La Conférence mondiale de l'emploi s'est tenue à Genève du 4 au 17 juin. Son objectif : vaincre la pauvreté d'ici à l'an 2000. La toile de fond sur laquelle s'est

déroulée cette vaste rencontre internationale de représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs des pays membres de l'OTT (Organisation internationale du travail): 700 millions d'habitants du globe en proie à la « pauvreté absolue», c'est-à-dire mal nourris et analphabètes; 300 millions de chômeurs dans le monde, dont 14 millions dans les pays de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique); 35 % de la population active du tiers nationale de représentants des goudéveloppement économique) ; 35 % de la population active du tiers monde au chômage. Les quelque 1300 délégués des 121 pays participant à la Conférence mondiale de l'emploi ont reconnu que la satisfaction des besoins essentiels des groupes de oppulation les plus défavorisés de chaque pays en voie de développement devrait constituer un objectif prioritaire des politiques de développement des 25 prochaines années. Résultats de la Conférence : une déclaration de principes et en programme d'action, adoptés après de longs débats.

M. Francis Blanchard, directeur

M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, résumant ces résul-tats, a estimé qu'on pouvait dégager trois points d'accords principaux : 1. La stratégie des « besoins essen-

tiels » a recueilli un appui unanime t est appelée à devenir la pierre e touche de toutes les politiques de éveloppement. 2. Un consensus s'est dégagé sur le

2. On consensus s'est uegge sur le caractère interdépendant des économies nationales et sur la nécessité d'une action internationale concertée pour promouvoir l'emploi et lutter contre la pauvreté. « Les politiques des pays industrialisés ne sautent à trans des le soul raient être définies dans le seul intérêt de ces pays. Elles ne de-vraient être arrêtées qu'après avoir pris en considération leurs implications sur les couches les plus pauvres des pays en voie de développement.

3. La Conférence dans son ensemble a reconnu que la réduction du chômage et la lutte contre la misère cnomage et la lutte contre la miserie impliquent des taux de croissance économique élevés, aussi bien pour les pays développés que les pays en développement. « Cette croissance accrue doit intervenir par priorité dans les domaines les plus propres à le avétites d'avenuels et à le actification. la création d'emplois et à la satis-faction des besoins essentiels. »

« Des divergences sont apparues, a reconnu M. Blanchard, sur des sujets tels que le rôle des multina-tionales, les questions soulevées par tionales, les questions soulevees par les politiques démographiques, la comptabilité de la satisfaction des besoins essentiels avec des taux élevés de croissance et d'investissement, les moyens d'éviter que les ajustements dans les pays industrialisés ne pèsent sur la situation de l'emploi «

Divergences qui reflètent le clivage entre pays industrialisés d'une part, et pays appartenant au groupe des « 77 » (tiers monde) d'autre part ; « 77 » (tiers monde) d'autre part ; divergences qui se manifestent à l'occasion de toutes ces grandes réu-nions à l'échelon international, que ce soit la Conférence de Nairobi (CNUCED) ou celle des Nations Unies sur l'habitat à Vancouver, pour ne citer que certaines des plus

récentes.

On est d'accord, en résumé, sur les objectifs à atteindre, mais pas sur les moyens pour y parvenir.

Irritantes ces conférences qui se succèdent année après année ? Futile toute cette énergie déployée à la rédaction de multiples enquêtes sur toutes sortes de sujets ; toute cette énergie investie dans la participat de tout de trait de éconcer de requeil et réun.

energie investie dans la participation à tant de séances de travail et réunions de comité?

Non, absolument pas. C'est le phénomène fondamental de notre époque que la possibilité de ces vastes échanges de vue à l'échelle planétaire. Et le travail considérable qui s'accomplit, plus souvent à l'ombre, dans toutes ces organisations inter-nationales et régionales, mérite d'être mieux connu et mieux apprécié. C'est tout ce travail quotidien de collecte d'informations, quelque peu désor-donné tant il y a de données à faire connaître et à relier entre elles ; tout ce travail qui fait naître des contacts personnels entre représen-tants des civilisations les plus diverqui ont toutes droit de cité au

Anne-Marie Ley

paraissant une fois par mois

Organe officiel des informations de l'Alliance de sociétés fémi-nines suisses

Equipe de rédaction Bernadette von der Weid Boîte postale 10 1253 Vandœuvres Tél. (022) 50 19 26 Tel. (022) 50 19 26
Jacqueline Berenstein-Wavre
Anne-Françoise Hebeisen
Idelette Engel
Anne-Marie Ley
Simone Chapuis
présidente du Comité du
journal

Administration Claudine Richoz 9, rue du Vélodrome

1205 Genève CCP 12 - 117 91 Tél. (022) 29 19 04

Correspondance Rédaction, Services de Presse et Conférences de Presse B. von der Weid C. Richoz

Publicité

L'Oeil Public-Pierre Monnet B.P. 199 - 17b, rue Cavour 1211 Genève 11 Tél. (022) 45 87 18

Abonnement 1 an :

Fr. 20.— Fr. 23.— Suisse : Etranger de soutien : Fr. 25.-

Les abonnements vont de janvier à décembre et sont renouvelés d'office, sauf dénonciation préa-

Impression Ets Ed. Cherix et Filanosa SA Nyon



toujours bien conseillée:

l'adultère.

Elle est irrecevable en cas de consentement à l'adultère ou de

Code civil suisse (article 142) Chacun des époux peut demander le divorce lorsque le lien conjugal est

si profondément atteint que la vie commune est devenue insuppor-

Si la désunion est surtout imputable à l'un des conjoints, l'action ne peut être intentée que par l'autre.



une personne

La cliente SOCIÉTÉ **BANQUE SUISSE**

deux conjoints veulent le divorce et se sont entendus sur le règlement de ses conséquences : répartition des biens, pension alimentaire, garde des enfants, droit de visites, etc. En ce qui concerne les enfants, le juge sta-

tuera de toute manière en dernier

tuera de toute mana-ressort.

Dans ce cas, la procédure s'en trouvera allégée, et partant moins coûteuse. Mais le procès, sanctionné par un jugement, n'en aura pas

